

Part 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Travaux connexes

- .1 Section 01 35 24 – procédures spéciales de sécurité incendie.
- .2 Section 01 35 25 – Procédures spéciales sur le cadenassage.

1.2 Définitions

- .1 Personne qualifiée : s'entend de toute personne qui:
 - .1 Est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail;
 - .2 Connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux;
 - .3 Est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
- .2 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
- .3 EPI: équipement de protection individuelle.
- .4 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées aux travaux.
- .5 Incident - événement, condition ou situation survenant dans le cadre du travail qui a entraîné ou aurait pu entraîner une blessure, une maladie, des dommages matériels, des problèmes environnementaux ou un décès.

1.3 Documents et échantillons à soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Procédures de soumission et dessins d'atelier.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les 10 jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Il faut laisser de cinq à dix 5-10 jours pour l'examen et les recommandations du Ministère avant le début des travaux.
 - .2 Le représentant du ministère examinera le plan de santé et de sécurité et formulera des commentaires.
 - .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
 - .4 L'examen du plan par le représentant du ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une approbation ou une garantie implicite par le Canada et n'atténuent en rien la responsabilité générale de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité sur le chantier.
 - .5 Soumettre les révisions et les mises à jour apportées au plan pendant les travaux.

- .3 Fournir le nom du représentant en matière de santé et de sécurité du chantier, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
- .4 Fournir le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
- .5 Remettre une copie de la lettre d'attestation de la commission des accidents du travail ou du ministère du Travail de la province.
 - .1 Une lettre d'attestation mise à jour doit être remise lorsque la date d'échéance arrive pendant les travaux.
- .6 Présenter des copies des rapports ou des directives émis par les autorités fédérales ou provinciales dans les 24 heures suivant la visite du représentant du ministère.
- .7 Soumettre au représentant du ministère des copies des rapports d'incident (incident, accident, blessure, quasi-accident, incendie, explosion, déversement de produits chimiques ou dommages matériels survenus sur le site de travail) 24 heures après l'événement.
- .8 Soumettre des plans documentés conformément aux exigences, directives, ordres et déclarations en matière de santé publique. Inclure les meilleures pratiques de l'industrie lors de la préparation du plan et le réviser/mettre à jour en conséquence et en temps opportun, conformément aux exigences de la santé publique et aux meilleures pratiques recommandées par l'industrie.

1.4 Exigences de conformité

- .1 Les exigences sont les suivantes:
 - .1 Se conformer à la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail de la Nouvelle Écosse ainsi qu'aux règlements généraux d'application de la Loi.
- .2 Se conformer aux exigences, directives et déclarations provinciales/fédérales en matière de santé publique. Préparer des plans documentés conformément aux prescriptions de la santé publique et/ou aux meilleures pratiques de l'industrie, en consultation avec le représentant du ministère.
- .3 Association canadienne de normalisation (CSA):
 - .1 CSA S350-M1980(R2003), Code de pratique pour la sécurité en démolition de structures.
- .4 Respecter les mesures de sécurité en matière de construction énoncées dans les documents suivants:
 - .1 CNB 2020, division B, partie 8.
 - .2 CNPI 2020
 - .3 Règlements municipaux et des ordonnances.
- .5 En cas de conflit ou de divergence entre les exigences susmentionnées, la plus stricte s'applique.
- .6 Maintenir une couverture d'indemnisation des accidents du travail en règle pendant toute la durée du contrat. Fournir la preuve de l'autorisation en soumettant une lettre de mise en règle.
- .7 Surveillance médicale : Lorsque cela est prescrit par la législation ou la réglementation, obtenir et conserver les documents relatifs à la surveillance médicale des travailleurs.

1.5 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de la protection des biens situés sur le chantier et, dans les zones adjacentes au chantier, de la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.

- .2 Respecter et faire respecter par tous les travailleurs, les sous-traitants et les autres personnes ayant accès au chantier les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier.

1.6 Contrôle de l'accès au chantier

- .1 Contrôler les travaux et les points d'accès au chantier. Approuver et accorder l'accès uniquement aux travailleurs et aux personnes autorisées. Arrêter immédiatement et retirer les personnes non autorisées.
 - .1 Le représentant du ministère fournira le nom des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier et il s'assurera que ces personnes possèdent les connaissances et la formation en santé et sécurité qui sont requises pour accéder au chantier. Toutefois, l'entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier.
 - .2 Isoler le chantier des autres parties des lieux par des moyens appropriés.
 - .1 Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage temporaires afin de délimiter clairement le chantier, d'empêcher l'accès non autorisé, de protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour de celui-ci, et d'assurer un environnement sûr.
 - .2 Placer aux points d'entrée et aux autres points stratégiques des écriteaux qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle rédigés dans les deux langues officielles ou affichant des symboles internationaux.
- .3 Donner une séance préparatoire en sécurité aux personnes autorisées à accéder au chantier. Les informer des risques et des règles de sécurité à observer sur le chantier. Conserver des dossiers de ces séances sur le chantier aux fins d'examen et de vérification par le RM ou son inspecteur autorisé.
- .4 S'assurer que les personnes autorisées à accéder au chantier portent l'EPI adéquat. Fournir l'EPI aux responsables des autorités compétentes qui doivent accéder au chantier pour effectuer des essais ou des inspections.
- .5 Protéger le chantier de toute entrée lorsqu'il est inactif ou inoccupé et protéger les personnes des blessures.

1.7 Protection

- .1 L'entrepreneur doit;
- .2 Accorder à la santé et la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .3 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger la situation et prévenir des dommages ou des blessures. En informer le représentant du ministère de vive voix et par écrit.

1.8 Production de l'avis de projet

- .1 L'entrepreneur doit;
- .2 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités de santé et sécurité provinciales. Au besoin, le représentant du ministère aidera à trouver l'adresse.

1.9 Permis

- .1 L'entrepreneur;
- .2 Est responsable du paiement de tous les frais liés à l'obtention de tous les permis nécessaires à l'exécution des travaux.
- .3 Est tenu de fournir aux autorités les plans et les informations nécessaires à l'obtention des certificats d'acceptation, ainsi que les coûts qui en découlent.
- .4 Est tenu de fournir des certificats d'inspection comme preuve que les travaux sont conformes aux exigences des autorités compétentes (AHJ).
- .5 Afficher sur le chantier les permis, licences et certificats de conformité spécifiés dans la section 01 10 10.
- .6 Lorsqu'il est impossible d'obtenir un permis ou un certificat de conformité particulier, en aviser le représentant du ministère par écrit et obtenir l'autorisation de procéder avant d'exécuter la partie applicable des travaux.

1.10 Évaluations des risques et dangers

- .1 L'entrepreneur doit;
- .2 Effectuer une évaluation documentée des risques spécifiques au site pour les travaux. Inclure tous les problèmes, dangers et préoccupations identifiés lors de la visite du site qui doivent être pris en compte.
- .3 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux, puis procéder à d'autres évaluations et les documenter au besoin pendant l'avancement des travaux, y compris lorsque de nouveaux corps de métier et sous-traitants arrivent sur le site.
- .4 Consigner les résultats et en tenir compte dans le plan de santé et de sécurité.
- .5 Partager avec les travailleurs du projet les informations et les mesures de contrôle identifiées lors des évaluations initiales et mises à jour des risques du projet. Consigner ce partage d'informations en indiquant les noms et les dates. Conserver la documentation sur le site pendant toute la durée des travaux.

1.11 Conditions propres au projet et au chantier

- .1 Les conditions existantes du site comprennent des lignes électriques aériennes et une installation portuaire active.
- .2 Les éléments ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme étant exhaustifs et incluant les risques potentiels pour la santé et la sécurité rencontrés au cours des travaux.
- .3 Inclure les éléments ci-dessus dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
- .4 Les fiches signalétiques des produits dangereux et contrôlés pertinents entreposés sur le site peuvent être obtenues auprès du représentant du ministère.

1.12 Réunions

- .1 L'entrepreneur doit;
- .2 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux convoquée et présidée par le représentant du ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par ce dernier. S'assurer de la présence des personnes suivantes:

- .1 Le contremaître.
- .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
- .3 Les sous-traitants.
- .3 Organiser des discussions de chantier avant le quart de travail avec l'équipe et tenir des réunions de sécurité régulières (au moins toutes les deux semaines) pendant les travaux.
- .4 Conserver les documents sur le site afin qu'ils puissent être examinés par le RM ou son représentant autorisé.

1.13 Plan de santé et de sécurité

- .1 L'entrepreneur doit;
- .2 Avant le début des travaux, élaborer un plan écrit de santé et de sécurité spécifique aux travaux. Mettre en œuvre, maintenir et appliquer le plan pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la démobilisation finale du site.
- .3 Éléments à inclure dans le plan de sécurité spécifique au site ;
 - .1 Nom du responsable de la sécurité du site désigné, avec preuve de ses compétences et de son lien hiérarchique au sein de l'entreprise de l'entrepreneur. Cette personne doit être présente sur le site pendant toute l'exécution des travaux.
 - .2 Une copie d'une lettre de bonne conduite de la CAT en vigueur.
 - .3 Des détails sur la façon dont le SIMDUT 2015 / SGH sera géré sur le site.
 - .4 Des détails sur la façon dont les zones de travail du projet seront délimitées/protégées des autres zones des locaux (clôtures, panneaux). Doit être spécifique au projet.
 - .5 Détails sur la manière dont les orientations en matière de sécurité seront gérées. Inclure un résumé des sujets couverts par l'orientation en matière de sécurité décrite dans cette section.
 - .6 Une copie de l'avis de projet envoyé à l'organisme provincial de réglementation en matière de SST.
 - .7 L'évaluation des risques spécifiques au site du projet.
 - .8 Des détails sur la manière dont les réunions de boîte à outils et de sécurité seront organisées et enregistrées.
 - .9 Un organigramme illustrant la supervision et les employés (le cas échéant) affectés à ce projet.
 - .10 Des plans d'intervention d'urgence sur le site qui couvrent toutes les situations d'urgence potentielles qui pourraient survenir. Ces plans doivent être harmonisés avec ceux de l'installation, si possible. Contacts en cas d'urgence : nom et numéro de téléphone des responsables de :
 - .1 L'entrepreneur général et les sous-traitants. (Personnel clé)
 - .2 Ministères et autorités fédéraux et provinciaux compétents.
 - .3 Organisations locales de ressources d'urgence.
 - .11 Liste des activités professionnelles critiques qui risquent de mettre en danger la santé et la sécurité des utilisateurs de l'installation et/ou d'autres personnes.
 - .12 Détails sur la manière dont le programme de sécurité documenté des sous-traitants sera examiné et géré avant de les autoriser à travailler sur le site.
 - .13 Détails sur la manière dont le programme d'inspection de la sécurité du site sera géré. Inclure la fréquence, l'attribution des responsabilités ainsi que le formulaire d'inspection standard à utiliser.

- .14 Exigences en matière d'EPI de base et d'EPI spécialisé, le minimum étant un casque de protection, des chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et un gilet très visible.
 - .15 Les règles de sécurité générales ainsi que les protocoles disciplinaires à suivre en cas de non-respect.
 - .16 Détails sur la manière dont les enquêtes sur les incidents seront gérées. Inclure la procédure et le formulaire d'incident.
- .4 Afficher une copie du plan et de ses mises à jour de manière visible sur le site de travail.

1.14 Surveillance de la sécurité

- .1 Employer un représentant de la santé et de la sécurité sur le chantier responsable de la supervision quotidienne de la santé et de la sécurité des travaux.
- .2 Le représentant de la santé et de la sécurité sur le chantier peut être le surintendant des travaux ou toute autre personne désignée par l'entrepreneur :
 - .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et de sécurité des travaux
 - .2 Contrôler et appliquer le plan de santé et de sécurité spécifique au site de l'entrepreneur.
 - .3 Organiser des séances d'orientation sur la sécurité du site à l'intention des personnes autorisées à accéder au chantier.
 - .4 S'assurer que les personnes autorisées à accéder au chantier sont bien informées et formées en matière de santé et de sécurité en rapport avec leurs activités sur le chantier ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles se trouvent sur le chantier.
 - .5 Interrompre les travaux si cela est jugé nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant de la santé et de la sécurité sur le chantier doit:
 - .1 Être une personne qualifiée et compétente en matière de santé et de sécurité au travail.
 - .2 Avoir une expérience professionnelle liée au chantier et spécifique aux activités des travaux.
 - .3 Être présent sur le chantier en tout temps pendant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de supervision affecté aux travaux doit également être une personne compétente.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections de sécurité régulières des travaux au moins toutes les deux semaines. Consigner les lacunes et les mesures correctives prises.
 - .2 Assurer le suivi et veiller à ce que les mesures correctives soient prises.
 - .3 Partager les rapports d'inspection avec les équipes et les sous-traitants.
- .6 Coopérer avec le représentant de la santé et de la sécurité au travail de l'établissement si celui-ci est désigné par le représentant du ministère.
- .7 Conserver les rapports d'inspection et la documentation relative à la supervision sur le site.

1.15 Formation

- .1 N'utiliser sur le lieu de travail que des travailleurs qualifiés ayant reçu une formation efficace sur les procédures et pratiques de santé et de sécurité au travail relatives à la tâche qui leur est assignée.
- .2 Permettre aux employés inscrits au programme d'apprentissage provincial d'effectuer des tâches spécifiques uniquement sous la supervision directe de travailleurs qualifiés titulaires d'une licence.

Déterminer les activités et les tâches autorisées pour les apprentis, en fonction du niveau de formation suivi et de la démonstration de la capacité à exécuter des tâches spécifiques.

- .3 Conserver les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre les données à la disposition du représentant du ministère sur demande.
- .4 Lorsqu'un danger ou une condition imprévue ou particuliers liés à la sécurité surviennent pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place concernant le droit de l'employé de refuser le travail conformément aux lois et règlements de la province compétente et en informer le représentant du ministère verbalement et par écrit.

1.16 Règles minimales de sécurité sur le chantier

- .1 Nonobstant l'obligation de respecter les réglementations fédérales et provinciales en matière de santé et de sécurité, la compagnie doit établir des règles pour régir la conduite et les actions de ses employés. Ces règles ne doivent laisser aucune place à la discrétion et à l'argumentation. Elles doivent être appliquées et des mesures doivent être prises chaque fois qu'une règle est enfreinte.
- .2 Informer les personnes des protocoles disciplinaires documentés qui seront appliqués en cas de non-respect des règles. Afficher les règles sur le site.

1.17 Correction de la non-conformité

- .1 L'entrepreneur doit:
- .2 Régler immédiatement les problèmes de non-conformité en matière de santé et de sécurité identifiés par l'autorité compétente ou par le représentant du ministère.
- .3 Fournir au représentant du ministère un rapport écrit sur les mesures prises pour remédier aux problèmes de santé et de sécurité identifiés.
- .4 Le représentant du ministère interrompt les travaux si la non-conformité aux règles de santé et de sécurité n'est pas corrigée en temps voulu.

1.18 Rapport d'incident

- .1 Enquêter sur tous les incidents et les signaler au représentant du ministère.
- .2 Notifier le représentant du ministère dès que possible après l'incident.
- .3 S'assurer que l'autorité compétente est notifiée conformément à la législation applicable.
- .4 Soumettre le rapport par écrit.

1.19 Produits dangereux

- .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Conserver les fiches signalétiques de tous les produits livrés sur le site.
 - .1 Afficher sur le site.
 - .2 Soumettre une copie au représentant du ministère.

1.20 Dynamitage

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs est interdit sur le site.

1.21 Dispositifs actionnés par la poudre

- .1 Les dispositifs de fixation actionnés par de la poudre ne doivent être utilisés qu'après réception d'une autorisation écrite du représentant du ministère.

1.22 Espaces clos

- .1 Conserver sur le chantier une copie des documents et rapports relatifs à la sécurité qui doivent être produits conformément aux lois et règlements des autorités compétentes et des documents spécifiés dans le présent document.
- .2 Sur demande, mettre à la disposition du représentant du ministère ou de l'agent de sécurité autorisé pour inspection.

1.23 Dossiers du chantier

- .1 Conserver sur le chantier une copie des documents et rapports relatifs à la sécurité qui doivent être produits conformément aux lois et règlements des autorités compétentes et des documents spécifiés dans le présent document.
- .2 Sur demande, mettre à la disposition du représentant du ministère ou de l'agent de sécurité autorisé pour inspection.

1.24 Affichage des documents

- .1 S'assurer que les éléments, articles, avis et ordres applicables sont affichés dans des endroits bien en vue sur le chantier, conformément aux lois et règlements de la province compétente.
- .2 Afficher les autres documents spécifiés dans le présent document, notamment
 - .1 Le plan de santé et de sécurité propre au chantier
 - .2 Les fiches techniques du SIMDUT.

FIN DE LA SECTION